

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES-MEKNES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° : 05/RFM/2018

MARCHE N°/2018

**Assistance technique pour la supervision des travaux d'alimentation
en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de
BOULEMANE**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
&
Bordereau des prix - détail estimatif**

-
-
-

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

MARCHE N°/ 2018
MODE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert, sur offre de prix, en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et alinéa 3 § 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur : le Président de la région Fès-Meknès (désigné ci-après par le maitre d'ouvrage)

D'une part,

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....

en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert

auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ou bien IC».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ou bien IC».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI'T

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

• **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

• **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

•

•

• **Membre n :**

•

•

...

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **BET ou bien IC**».

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'assistance technique pour la supervision des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO); approuvé par le Décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).
- Les cahiers des prescriptions communes (CPC) applicables aux présents travaux ;

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, les pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

ARTICLE 3 : PIECES POSTERIEURES Á LA CONCLUSION DU MARCHÉ

- 1 - Ordres de services
- 2 - Avenants éventuels
- 3 - Décision prévue au § 3 de l'article 36 du C.C.A.G E.M.O.

ARTICLE 4 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS

A/ TEXTES GENERAUX

- Le Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
- La loi organique 111-14 relative aux régions
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations des études et de maîtrise d'œuvre (C.C.A.G.– E.M.O) passés au compte de l'état approuvé par le décret Royale n° 2-01– 2332 en date du 22 Rabia I 1423 (04 Juin 2002)
- Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements;
- La Loi n°112-13 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marches publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
- Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels portant réglementation de la main d'œuvre et les salaires et notamment le Décret Royal N° 2.73.685 du 12 Kaada 1395 (08/12/1973) portant revalorisation des salaires minima
- Le cahier des prescriptions des communes applicables aux travaux dépendant de l'administration du ministère des travaux publics tel que ce cahier est défini par la circulaire T.P.C. n° 6019 du 12/03/66 et 05/09/66 et 07/06/72 respectivement.

-La circulaire n°4/59 S.G.G. du 12/ 02/ 59 et l'instruction 23/59 B.G.G. du 06/10/59 relative aux marchés des établissements publics et des collectivités locales et le circulaire n° 1/61/CAB/SGG du 30/01 /1961.

-Le Décret N° 2/86/99 du 14 Mars 1986 pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A.

-Le Dahir N° 1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 février 1994) portant promulgation de la loi 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieurs géomètres, topographes et instituant l'ordre national des ingénieurs géomètres topographes.

-Le Décret n° 2-98-984 du 04 Hijja 1419 (22 mars 1999) instituant pour la passation de certains marchés de service pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.

- Le Cahier des prescriptions communes (C.P.C) applicables aux travaux routiers courants du l'état et édité par lui, en vertu de l'arrêté n° 451.83 du 6/12/82.

- Arrêté du ministre de l'économie et de finances N°1874-13 du 9 Moharram 1435 (13 Novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics arrêtant les modèles .

- Arrêté n° 1872-13 du 13/06/2013 relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.

- Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3573-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

- Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3574-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

- Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3576-13 du 10/12/2013 fixant le nombre et la qualité des membres du comité de suivi des marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

- Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1041-99 du 16 rabii I 1420 (30/06/1999) étendant au ministère de l'intérieur les dispositions du décret n° 2-94-223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) instituant pour le compte du ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres, un système de qualification et de classification des entreprises de Bâtiment et de travaux publics. B.O. n° 4732 du 07/10/1999.

-Arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret relatif aux marchés publics.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

ARTICLE 5 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

5-1 - Le Consultant, sauf consentement préalable donné par écrit du maître d'ouvrage, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, ou informations fournies par le maître d'ouvrage en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le Consultant à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution ;

5-2 - Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété du maître d'ouvrage et tous ses exemplaires seront renvoyés au maître d'ouvrage, sur sa demande après exécution des obligations contractuelles par le Consultant ;

5-3 - Tous les plans, dessins, spécifications, études, rapports, programmes informatiques et autres documents préparés par le Consultant au cours de l'exécution des prestations deviendront et demeureront la propriété du maître d'ouvrage. Le Consultant les remettra au maître d'ouvrage avant la résiliation ou la fin du marché avec l'inventaire détaillé correspondant. Le Consultant ne pourra les utiliser à des fins indépendantes du marché sans autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage ;

5-4 - Les locaux, équipements et fournitures mis à la disposition du Consultant par le maître d'ouvrage seront la propriété du maître d'ouvrage et en porteront l'identification. A la résiliation ou à l'achèvement du marché, le Consultant remettra au maître d'ouvrage un inventaire de cet équipement et de ces fournitures et disposera de ces derniers conformément aux instructions du maître d'ouvrage ;

5-5 - Le marché et les textes auxquels il fait référence renferment toutes les dispositions et stipulations qui ont fait l'objet d'accord entre le Consultant et le maître d'ouvrage. Aucun agent ou représentant des parties ne détient d'autorité pour faire de déclaration, remplir de mandat, donner d'engagement ou d'accord qui ne soit pas défini dans le contrat, et les parties en seront liées par telles déclarations, mandat, engagement ou accord et ne sauraient être retenues pour responsables.

ARTICLE 6 : DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Les conditions de prolongation de ce délai sont celles prévues par l'article 153 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013).

ARTICLE 7 : CONNAISSANCE DES LIEUX

Le consultant atteste du fait de l'acte d'engagement qu'il connaît parfaitement les lieux où doivent se dérouler les prestations d'assistance pour le suivi des travaux AEP, objet du marché et qu'il a pu apprécier les difficultés qui résultent des conditions d'accès aux sites.

Le consultant ne pourra en aucun cas formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de réalisation de la mission objet du marché.

ARTICLE 8 : SOUS – TRAITANCE

Le consultant est libre de sous-traiter une partie de l'assistance technique et de son choix à condition que le sous-traitant soit agréé par le maître d'ouvrage avant le commencement de l'exécution du présent marché. Toutefois la sous-traitance ne peut porter sur la totalité du marché et que Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 158 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013).

Dans tous les cas, le maître d'ouvrage ne reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants dans l'exécution du marché.

ARTICLE 9 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits de timbre et d'enregistrement du marché sont à la charge du Titulaire, en application de l'Art. 6 du CCAG-EMO, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 11 : VALIDITÉ DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable définitif et exécutoire qu'après visa du Trésorier Préfectoral de Marrakech et son approbation par l'autorité compétente. Ce qui est de même pour les avenants éventuels qui se rattachent au présent marché.

ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à **5 000 DH (Cinq mille DH)**.
- La caution définitive est fixée à 3% du montant initial du marché.

- Par dérogation de l'articles 13 du **CCAG-EMO**, il n'est pas prévu de retenue de garantie.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive des prestations.

ARTICLE 11 : CARACTERE DES PRIX

En application de l'article 34 du CCAG-EMO, Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Dans le cas de marché passé avec un groupement conjoint, les prix afférents à chaque lot sont réputés comprendre outre, les dépenses et marges du titulaire pour l'exécution de ce lot, y compris éventuellement les charges qu'il peut être appelé à rembourser au mandataire ainsi que les dépenses relatives :

- Aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- A toute autre sujétion induite par le fait de ce groupement conjoint.

ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX DU MARCHE

Conformément à la disposition de l'article 12 du Décret N° 2-12-349 du 8 Joumada 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché **seront révisable**, la formule à appliquer sera la suivante :

$$P = Po [0.15+0.85 (ING/INGo)]$$

ING : Représentant l'index global ingénierie.

INGo : Représentant l'index global ingénierie à l'époque de base.

P : Montant hors taxe révisé de la prestation considérée.

Po : Montant initial hors taxe de cette même prestation.

L'époque de base correspond à la date de l'établissement des prix.

-Les valeurs des coefficients P/Po seront arrêtées à la quatrième décimale la plus voisine de la valeur exacte.

-Les valeurs index inclus dans la formule de révision des prix précités sont celles publiées mensuellement par le Ministère de l'Equipement.

-La date d'exigibilité des prix est celle de l'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE DU BET

Les notifications du maître d'ouvrage se rapportant à ce marché seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire doit aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 14 : ASSURANCE

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de l'exécution du marché, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 20 du CCAG – EMO.

ARTICLE 15 : REGLEMENT DE LITIGES

Conformément à l'article 55 du CCAG-EMO, tout litige entre le Maître d'Ouvrage et le prestataire est soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du présent marché, il sera fait application des dispositions prévues par le CCAG - EMO.

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée à l'encontre du BET en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés lancés par les Ministères, sans limitation de durée.

ARTICLE 17 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 18 : MODIFICATION DU PROGRAMME DE L'OPERATION

Se référer à l'article 36 du C.C.A.G EMO approuvé par le décret N° 2-01-23 32 du 22 Rabie I 1423 (4 juin 2002).

ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL

L'attributaire du marché d'études et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements recueillis et documents portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Administration, ils ne peuvent communiquer à des tiers ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Administration des renseignements qui leur sont fournis et des résultats d'examens, essais et recherches effectuées pour accomplir leur mission.

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES :

ARTICLE 26 : DESCRIPTION SOMMAIRE DES PRESTATIONS

Cette opération consiste en l'assistance technique à la réalisation des projets d'alimentation en eau potable relevant de la province de Boulemane et qui appartient au programme de Disparités Territoriales et de zone de montagne.

Les projets concernés sont indiqués dans le tableau suivant :

Province	Commune	Projet	Lot	Consistance
Boulemane	Ait Bazza	Alimentation en eau potable du centre et des douars relevant de la commune Ait Bazza	Conduite	-La fourniture, le transport et la pose de conduite refoulement sur un linéaire total de 11 Km en fonte, PEHD et PVC PN 16 de diamètres extérieurs variantes de 110 à 63 mm. -La fourniture, le transport et la pose de conduite de distribution sur un linéaire total de 16.6 Km en PEHD PN 16 de diamètres extérieurs variant de 90 à 63 mm.
			Génie civil	-La construction et l'équipement de 2 réservoirs semi enterré de capacité 150 m3 et 50 m3. La construction et l'équipement de deux stations de pompage SP1 (Q=4 l/s–HMT= 106 m) et SP2 (Q=3 l/s–HMT= 100 m) et de 3 stations de reprise SR1 (Q=3.6 l/s–HMT= 120 m) avec bache de 150 m3, SR2 (Q=3.6 l/s–HMT= 152 m) avec bache de 50 m3 et SR3 (Q= 1,6 l/s – HMT= 42 m) avec bache de 50 m3.
			Equipement	
			Ligne électrique	-La construction et l'équipement de 10 bornes fontaines.

ARTICLE 27 : DEFINITION ET CONSISTANCE DES MISSIONS DE L'IC

27.1 Généralités :

L'IC doit veiller à la réalisation des travaux selon les règles de l'art et en conformité avec les normes en vigueur. L'assistance technique aura pour objet d'assurer le bon déroulement du projet et d'appuyer la cellule projet pour qu'elle puisse accomplir efficacement ses missions. Les prestations à fournir par l'IC sont comme suit :

- La supervision, le suivi physique des travaux (assistance au suivi de la qualité des travaux lors de la mise en œuvre ; à la coordination technique des travaux ; l'approbation des plans de béton armé des ouvrages, des équipements, de pose de conduites ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution du projet ; la mise à jour des plannings d'exécution ...).
- Le suivi financier (établissement des états financier, décompte, et prévisions des paiements).
- L'organisation de réunions de chantiers avec la rédaction des comptes rendus correspondants, et les comptes rendus des réunions en liaison avec le projet.
- La résolution des problèmes d'ordre technique en vue d'assurer une bonne qualité des travaux et un bon niveau de progression dans l'exécution des travaux.

- La résolution des problèmes et limitation des conditions et les circonstances qui peuvent résulter des réclamations contre le maître d'ouvrage pour les travaux supplémentaires ou les rémunérations.
- La participation à la commission lors des essais des équipements en usine et sur le site.
- L'établissement de projet des essais semi-industriels et industriels à effectuer pour la réception provisoire des travaux.
- L'établissement des rapports d'activité mensuels, trimestriels et le rapport final d'achèvement des travaux du projet avec un rapport global de synthèse.
- Assister la Région pour le règlement des litiges et des différends avec l'entreprise, les tiers et les différents intervenants concernés par le projet sauf en cas d'arbitrage et de recours à la justice.

27.2 Consistance des prestations :

Les prestations et tâches confiées à l'IC consistent principalement en :

A - Pour l'Ingénieur Principal :

Cet ingénieur doit avoir de préférence un profil d'ingénieur hydraulicien ou Génie Civil avec une bonne expérience (au minimum 10 ans) dans le domaine des projets d'alimentation en eau potable et d'assainissement tant au niveau des études que des travaux.

Sa mission consiste en :

- L'I.C. doit réviser les plans et les documents des marchés préparés par l'ONEE BRANCHE EAU lors du démarrage des travaux, étant donné que cette révision des détails de conception pourrait être dictée par les conditions de terrain. Les raisons majeures de ces révisions peuvent être dues aux changements au niveau des conditions géologiques, changement de site des ouvrages, révision des études et d'autres facteurs imprévus.
- L'examen et la proposition à l'approbation de maître d'ouvrage des plans d'exécution des ouvrages, ainsi que les éventuelles remarques et changements ou rectifications à apporter à ces plans et documents, des structures en béton armé, des équipements, conduites, notes de calcul ainsi que les documents nécessaires à l'exécution des travaux.
- La proposition au maître d'ouvrage de toutes solutions techniques permettant la stabilité des ouvrages, l'optimisation des délais d'exécution et du coût des travaux. Ces propositions ne seront valables et exécutoires qu'après accord explicite de maître d'ouvrage. L'ingénieur doit pour toute question pouvant engendrer une incidence financière sur le projet obtenir l'accord préalable de maître d'ouvrage.
- La coordination des travaux en tenant compte de toutes les infrastructures existantes, notamment les réseaux d'assainissement et d'eau potable.
- La coordination de l'ensemble des projets, avec un suivi rigoureux des délais.
- L'examen et proposition de règlement de tous les problèmes d'ordre technique.
- L'inspection régulière du chantier pour s'assurer de la qualité des travaux et de leur réalisation conformément aux règles de l'art et aux documents contractuels, et doit rapporter au maître d'ouvrage les instructions ou ordres à communiquer à l'entreprise quand c'est nécessaire.
- La vérification des situations mensuelles des travaux présentées par les entreprises.
- L'avis sur toutes les modifications techniques et financières apportées au projet initial.
- La participation aux réceptions provisoire et définitive des ouvrages.
- La vérification et l'approbation des plans de recollement.
- L'établissement de tous les rapports d'avancements (mensuels et trimestriels) en exemplaires suffisants avec photos.
- La réalisation de toute autre étude complémentaire nécessaire à l'exécution des travaux.

- La participation aux réunions mensuelles de coordination de chantier et à toute autre réunion à la demande de maître d'ouvrage
- La proposition au maître d'ouvrage de la programmation des intervenants extérieurs (Laboratoire, Bureau de contrôle...) et la validation de leurs interventions.
- Assurer la mise en exécution des recommandations environnementales durant la réalisation du projet afin d'atténuer les effets négatifs causés par le projet sur le milieu naturel et la population riveraine.
- L'établissement du rapport d'achèvement des travaux en 7 exemplaires.
- Eventuellement, présentation de l'avancement des projets.

B- Pour les Techniciens Spécialisés

Leur mission consiste en :

- La vérification de l'implantation des ouvrages.
- Donner l'avis pour le choix et l'agrément des zones d'emprunt des matériaux et matériels requis pour la réalisation des travaux.
- Le contrôle de la conformité d'exécution des ouvrages.
- Le contrôle de la mise en œuvre des matériaux et matériels, et de la qualité des produits finis (essais sur chantier, réception à la pose, etc. . .)
- La tenue du cahier de chantier journalier relatant l'état d'avancement des travaux, les incidents survenant en cours de chantier ainsi que l'effectif du personnel employé et le matériel utilisé avec le nombre, d'heures de travail pour le personnel et de fonctionnement pour le matériel.
- La surveillance des conditions de sécurité du personnel de l'entreprise, des personnes tiers par le contrôle strict de la signalisation, des moyens de sécurité (habillement, casques, étalement des tranchées..) et la facilité de circulation pour les populations riveraines au chantier.
- L'organisation et la conduite des réunions périodiques de chantier (hebdomadaires) ainsi que la rédaction et l'édition des P.V de ces réunions.
- Le suivi, la coordination et le contrôle d'exécution des travaux
- L'établissement des états d'avancement hebdomadaires des travaux et des rapports d'activités mensuels.
- Le contrôle des métrés et l'établissement des attachements contradictoires avec les représentants de maître d'ouvrage, l'ONEE BRANCHE EAU et de l'entreprise ou des entreprises à la fin de chaque mois.
- L'assistance aux essais et réceptions partielles des ouvrages (Piquetage, coffrages, ferraillages, dosage des bétons, essais en trachée des conduites, etc...)
- La délivrance à l'entreprise régulièrement des P.V des essais et réceptions partielles des ouvrages (Piquetage, fonds de fouilles, nivellement, lit de pose, pose des conduites, remblais, étanchéité, coffrages, ferraillages, dosage des bétons, essai en tranchée, etc..) ainsi que la tenue à jour d'un classeur comprenant toutes ces réceptions qui doivent être présentées au maître d'ouvrage au cours de toutes les visites de chantier.
- L'assistance aux essais de réception provisoire et définitive.
- La préparation d'un reportage photographique relatant l'évolution des différentes composantes du projet.
- La réception et vérification des manuels d'exploitation des équipements, établis par l'entreprise.
- Contrôle de la mise en service par le fournisseur.

Cette liste est non limitative, l'Ingénieur Conseil devra assurer toutes les prestations nécessaires à la bonne marche des chantiers et l'aboutissement du projet.

27.3 Implantation de la mission :

La mission d'assistance sera basée à **la province de BOULEMANE**, et ce tout au long des durées correspondantes auxdits projets. Elle devra être opérationnelle durant toute la durée d'exécution des travaux suivant les mêmes horaires de travail que les entreprises. Elle devra être opérationnelle six (6) jours par semaine (dimanches exclus).

Les techniciens spécialisés seront affectés en permanence et exclusivement pour la surveillance des travaux durant toute la durée d'intervention des travaux.

Pour ce qui concerne l'ingénieur principal et du technicien électromécanicien devront être disponible à la demande de maître d'ouvrage.

27.4 Les rapports :

L'I.C doit préparer régulièrement, en langue française, les rapports spécifiés ci-dessous, et de les soumettre au maître d'ouvrage selon le tableau ci-après :

N°	Rapport	Date de remise	Nombre d'exemplaires
1	Le rapport d'avancement mensuel à fournir en un jeu de 5 exemplaires + l'original	La semaine qui suit la période d'établissement	Original + 5 exemplaires
2	Le rapport d'avancement trimestriel à fournir en un jeu de 5 exemplaires + l'original	La semaine qui suit la période d'établissement	Original + 5 exemplaires
3	Le rapport d'achèvement à fournir en un jeu de 6 exemplaires + l'original	1 mois après la fin de chaque exercice des travaux	Original + 6 exemplaires

L'I.C établira et transmettra au maître d'ouvrage

a) Situation hebdomadaire des travaux par lot.

b) Rapport mensuel, il comprend notamment :

- Etat d'avancement global du projet ;
- Résultat d'éventuelles études ;
- Etat d'avancement pour l'acquisition des biens et services ;
- Etat des modifications intervenues depuis le coût prévisionnel initial ;
- Mise à jour du coût final du projet ainsi que des prévisions de paiements ;
- Planning directeur initial et révision du planning directeur en fonction des modifications ou événements justificatifs ;
- Mise en exergue des processus permettant de s'assurer de la qualité des ouvrages (essais, contrôle de conformité, épreuve des ouvrages...)
- Validation des attachements ;
- Réceptions (plans, travaux partiels, provisoire, définitives, récolement) ;
- Synthèse des différentes réunions de chantier ;
- Instruction des réclamations des entreprises ;
- Tableau d'événements ;
- Tableau synthèse des risques ;
- Montage photographique ;
- Le suivi du respect des clauses environnementales et sociales des marchés.

c) Rapport trimestriel par composante contenant :

- Etat d'avancement global du projet ;
- Progrès matériels de l'exécution du projet, à la fois de manière cumulative et pour la période couverte par ledit rapport, et expliquant les différences entre les objectifs d'exécution réels et prévus ;
- Résultat d'éventuelles études d'évaluation (continue, mi-parcours etc.) ;
- Synthèse des trois rapports mensuels du trimestre concerné.

- d) Rapport final d'achèvement d'exécution qui reprendra les écarts de réalisation par rapport à la prévision :
- Coûts de réalisation par rapport aux coûts prévisionnels ;
 - Caractéristiques finales des réalisations physiques, comparées aux prévisions ;
 - Impact du sous projet ou de l'action, comparé à la prévision.
- e) Tout rapport d'étude nécessaire : expertises, avis technique, etc...

Pour les rapports d'activités ou les autres documents, des modèles types seront arrêtés en commun accord avec le maître d'ouvrage en fonction des exigences des parties concernées par le projet.

Il est à noter qu'avant démarrage de cette assistance, le maître d'ouvrage invitera l'I.C à une réunion de coordination pour arrêter avec lui les modalités d'exécution de sa mission.

27.5 Composition de l'équipe de l'assistance technique :

L'équipe est composée comme suit :

- 1 Ingénieur en hydraulique ou bien génie civil ;
- 1 Technicien en hydraulique ;
- 1 Technicien en génie civil ;
- 1 Technicien en génie civil.

27.6 Les moyens logistiques :

L'I.C est tenu d'assurer à l'ensemble de son personnel affecté au projet les moyens logistiques nécessaires pour leur permettre d'effectuer les tâches qui leur sont confiées dans les meilleures conditions :

- Véhicules (y compris fonctionnement)
- Mobilier et matériel de bureau : bureaux, table de réunion, micro-ordinateur, imprimantes, photocopieurs, appareils photo, etc.
- Moyens de communication : téléphone, fax, Internet, etc.

Tous les frais nécessaires à l'entretien et à la réparation du matériel de bureau (mobilier, ordinateur, imprimante, photocopieur, moyens de communication (téléphones, télécopieurs,), à des équipements utilisés par l'I.C sont à sa charge ainsi que tous les produits bureautiques et informatiques consommables jusqu'à l'achèvement complet de sa mission.

Tous les frais de transport des membres du personnel de l'I.C affecté aux projets sont à sa charge.

ARTICLE 28 : Bordereau des prix - détail estimatif

N° de prix	Libellé	Unité	Quantité	PU HT DH en chiffres	PP HT DH
Ingénieur Principal					
1	Honoraire, Type : Ingénieur	H/J	24,00		
Technicien Conduites					
2	Honoraire, Type : Technicien spécialisé	H/J	100,00		
Technicien Génie Civil					
3	Honoraire, Type : Technicien spécialisé	H/J	80,00		
Technicien Electromécanicien					
4	Honoraire, Type : Technicien spécialisé	H/J	12,00		
Edition des Rapports					
5	Etablissement et édition des rapports d'activités de contrôle et suivi des travaux, Type de rapport : mensuel	U	12,00		
6	Etablissement et édition des rapports d'activités de contrôle et suivi des travaux, Type de rapport : trimestriel	U	4,00		
7	Etablissement et édition des rapports d'activités de contrôle et suivi des travaux, Type de rapport : d'achèvement	U	1,00		

TOTAL GENERAL HORS TVA	
TAUX TVA (20%)	
TOTAL GENERAL EN DHS TTC	

Fait à le

Cachet et signature du concurrent





DERNIERE PAGE CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert, sur offre de prix, en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et alinéa 3 § 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Assistance technique pour la supervision des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE

Montant du marché

- * En chiffre.....
- * En toutes Lettres

DRESSE PAR  Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès  Youssef ZIANI 06 FEV 2018	
LU ET ACCEPTE PAR LE BET	PRESENTE PAR  Pour le Président et P.O Directeur Général des Services  Abderrazzak MOUMNI 06 FEV 2018
Visé PAR	APPROUVE PAR